

“Je ne suis pas obsédé par 2019, mais je n'exclus rien”

Union européenne Le commissaire aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, veut peser dans le débat sur l'avenir de l'UE.

Entretien Olivier le Bussy

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, a pris la plume pour rédiger un livre dans lequel il revient sur ses années de ministre de François Hollande, la chute de la maison social-démocrate européenne et l'avenir du projet européen.

Ce livre est une façon de prendre date pour les échéances électorales européennes de 2019 ?

C'est une façon de prendre date avec des événements qui se sont déroulés et sur ce qui pourrait arriver. Mais il n'y a pas de calcul de carrière. Juste un besoin que j'ai ressenti de me retourner sur ces années pour comprendre comment ma famille politique, la gauche, a pu faire à ce point naufrage en France et comment la social-démocratie européenne a pu se trouver dans cette difficulté. Et comment, plus largement, on a assisté à ce phénomène de dédagisme un peu partout, qui peut prendre des formes populistes – ou plus heureuses, comme en France –, qui laisse apparaître les menaces auxquelles nos sociétés sont confrontées.

Mais ça vous intéresserait d'être le Spitzenkandidat de la gauche pour la présidence de la Commission en 2019 ?

Très sincèrement, je n'ai pas à l'heure actuelle ces préoccupations. Je ne l'exclus pas, mais je ne suis pas obsédé par 2019. Le temps politique qui nous en sépare est infini. Quand je lis les portraits des Spitzenkandidaten pressentis, je souris. Ceux qui sont favorisés un an avant ne sont pas nécessairement au rendez-vous le moment venu. Je me garde de me hâter, d'autant que j'ai encore beaucoup à faire à la Commission : faire en sorte que la Grèce sorte de son programme, que la croissance reste soutenue, faire avancer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale... La meilleure façon de soutenir une candidature n'est pas d'en parler, mais de réussir dans ce qu'on entreprend. De surcroît, je ne sais pas quel sera le paysage politique en 2019. J'ai néanmoins une conviction : je participerai au débat, comme protagoniste direct ou comme acteur qui fait entendre une voix.

En tant que social-démocrate, comment analysez-vous le positionnement politique du président français Emmanuel Macron. Il est centriste, de droite, social-libéral ?

Il est trop tôt pour répondre à cette question. Emmanuel Macron est un homme politique d'un type nouveau. Son ascension, en peu d'années, du poste de conseiller du président de la République à président de la République, à 39 ans... C'est un exploit sans précédent et qui sera, je pense, sans postérité. C'est dû à son talent personnel indéniable et aux circonstances. On observe des marqueurs qui sont clairs depuis le début de son mandat : un engagement européen indéniable, une volonté de restaurer de l'ordre dans l'Etat ; une volonté d'émancipation individuelle, qui s'apparente plus à du social-libéralisme qu'à de la social-démocratie. Certaines mesures sur le plan économique penchent plutôt vers le centre-droit, mais nous ne sommes qu'au premier quart-temps. C'est un homme dont on voit l'ambition, l'autorité. Mais il a montré qu'il savait être flexible, mobile. L'empreinte de gauche n'est pas ce qui a marqué ses premiers mois mais il faut se garder de tout jugement définitif.

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, porte une vision ambitieuse pour le projet européen. Est-elle réalisable, et même réaliste, quand on observe le rapport entretenu avec l'Union par certains États membres ?

Je pense que Jean-Claude Juncker tient son rang et son rôle. Il a parlé de “Commission de la dernière chance” et alors que celle-ci entame la dernière partie de son mandat, nous pouvons nous retourner sur le bilan avec une forme de fierté. Nous avons bien travaillé à résorber les crises multiples qui ont frappé notre continent : la crise grecque, la crise économique est derrière nous, la crise des réfugiés, la stratégie de négociations de l'Union européenne sur le Brexit est beaucoup plus performante que celle du Royaume-Uni... Je pense que Jean-Claude Juncker a raison d'affirmer sa vision. Ce n'est pas lorsqu'on affronte des difficultés qu'il faut baisser pavillon, au contraire. Jean-Claude Juncker est un peu comme Sisyphe, il est difficile à rendre heureux. Mais enfin, il continue à pousser sa pierre. Il a bien raison. Et finalement, cela permettra peut-être de la remonter jusqu'au-dessus de la pente.

→ Pierre Moscovici “Dans ce clair-obscur surgissent les monstres. Choses vues au cœur du pouvoir”. Ed. Plon 272 pp., environ 19 €.